
Violences multiples

Smaïl Goumeziane

L'Algérie est de nouveau le théâtre de violences inouïes. Chaque jour, l'actualité est chargée d'informations sordides et tragiques, une façon de continuer d'écrire avec le sang de ses enfants une histoire, longue et riche, mais le plus souvent marquée du sceau de l'horreur.

Depuis l'origine, cette terre maghrébine semble frappée de la malédiction des dieux dont elle a tour à tour épousé les rites, — fût-ce à la suite des nombreuses invasions auxquelles elle a dû faire face—, pour s'installer durablement dans un islam populaire enrichi de la tradition, protecteur, tolérant et solidaire, celui, disent les Algériens, de nos ancêtres.

Les violences actuelles lui tournent le dos, et se cristallisent autour d'un "islam bureaucratique et rentier" (celui de la religion d'Etat) et d'un "islam intégriste" (à la recherche d'un Etat théocratique). Elles ne sont pas nouvelles. Elles nous rappellent, à bien des égards, celles qui s'abattirent à intervalles réguliers sur l'Algérie. Ce fut le cas lorsque deux conceptions contradictoires du christianisme s'affrontèrent dans l'Est algérien, il y a près de deux mille ans, sous les ordres de Donat "le soldat du Christ", surgissant de ses fiefs montagneux, et du futur saint Augustin, représentant de l'Eglise officielle de Rome. La violence y fut tout aussi barbare et frappa principalement les populations. Elles rappellent, aussi, par les atrocités commises, les périodes de luttes qui ont jalonné la résistance des populations aux longues nuits coloniales.

Cependant, les violences actuelles marquent une rupture décisive avec l'histoire passée. Pour la première fois, celles-ci sont le fait de "conquistadors intérieurs" se disputant, par les armes, le pouvoir absolu sur une population de trente millions d'âmes et ses richesses, principalement constituées d'un don du ciel: l'or noir. De la sorte, ces nouveaux conquistadors semblent s'être largement inspirés de cette citation de Saint-John Perse: " Nous avançons

Printemps 1998

mieux nos affaires par la violence et l'intolérance. La condition des morts n'est point notre souci, ni celle du failli. L'intempérance est notre règle, l'acrimonie du sang notre bien-être."

Faut-il pour autant céder à cette sorte de fatalité de la violence en Algérie ou au contraire tenter d'en percer les mystères, les formes multiples pour mieux en comprendre les origines et les juguler?

La fille naturelle de toutes les violences

Aujourd'hui, la violence la plus visible et la plus criante, si je puis m'exprimer ainsi, est la plus horrible qui soit. Elle se traduit par des tueries collectives, des assassinats, des viols, des enlèvements, des mutilations et des tortures perpétrés contre des victimes le plus souvent innocentes. Elle plonge toute la population dans une terreur indescriptible et permanente. Cette violence meurtrière, dont on découvre chaque jour qu'elle n'a pas atteint son paroxysme, montre, si besoin en était, la barbarie d'une véritable agression contre les populations civiles qui a fait plus de 80 000 victimes directes en moins de six ans (soit l'équivalent de 40 séismes de l'importance de celui d'El-Asnam en 1980).

Sur cette violence extrême, beaucoup a été dit ou écrit. La presse locale privée, quand elle n'est pas réprimée et ses journalistes assassinés ou persécutés, ou quand elle n'est pas tout simplement interdite de parution (c'est le cas notamment du journal *La Nation*, dirigé par Salima Ghezali, Prix Sakharov 1998), en a régulièrement rendu compte, de même que les rapports annuels des organisations locales et internationales de défense des droits de l'Homme (LAADH, Amnesty international, Human Rights, FIDH). Cette violence y est désormais qualifiée de génocide, voire de crime contre l'humanité. Elle n'en finit pas de peupler les cimetières du pays, au point que les Algériens rendent désormais plus souvent visite à leurs morts qu'à leurs survivants. Cette violence est bien évidemment la plus redoutable, la plus insupportable et la plus douloureuse qui soit. La plus indélébile aussi. L'enfer sur terre. Elle ne saurait cependant, à elle seule, exprimer toute l'étendue des violences qui s'abattent sur les Algériennes et les Algériens, sapant en profondeur, et pour longtemps, les fondements les plus anciens de la société. A ce titre, cette violence n'est que la fille naturelle de toutes ces violences accumulées qui, depuis l'ère coloniale, accompagnent les décisions politiques, économiques, sociales, culturelles et même culturelles, quand elles ne s'y substituent pas.

En Algérie, l'indépendance acquise (à quel prix!) et l'euphorie passée, il a bien fallu se rendre à l'évidence: la violence allait continuer de décider du sort de tout un chacun, dans tous les domaines de sa vie. Elle s'est d'autant

mieux imposée qu'il s'agissait pour le pouvoir de contenir, vaille que vaille, la montée inexorable des revendications démocratiques, puis celles plus radicales des "fous de Dieu" et pour l'opposition de s'en servir contre la violence légitime d'un Etat non démocratique. Ce faisant, selon le cas, cette violence s'est alors drapée du manteau théocratique ou a revêtu le masque républicain.

Ces violences multiples sont la manifestation, chaque fois renouvelée, de phénomènes plus fondamentaux traversant la société algérienne. Il en est ainsi de l'opulence insupportable et injustifiée de cette minorité, qui, en moins de trente ans, a accumulé des fortunes colossales par la spéculation et la corruption, sur fond d'arbitraire et de clientélisme, au mépris (*hogra*) d'une population dont la misère morale et physique s'est aggravée. La chute brutale de son pouvoir d'achat et les licenciements massifs qui la frappent depuis quelques années en sont les signes les plus visibles. Car quoi de plus violent que la faim, la misère et le sentiment de la perte de sa dignité?

Ces violences sont aussi celles que subissent des milliers de cadres nationaux coincés entre l'exil et la prison. D'un côté, il y a cet exil que l'on est prêt à tenter (à condition d'obtenir un visa) pour éviter d'être rattrapé par la mort. Des centaines de milliers d'entre eux ont déjà fait ce "choix", allant, dans les pires conditions, quand c'est possible, mettre leurs compétences au service d'autres pays, d'autres entreprises. De l'autre côté, il y a ces vagues d'emprisonnements qui les frappent ou planent au-dessus de leurs têtes. 2200 d'entre eux croupissent déjà dans les établissements pénitentiaires du pays depuis plusieurs mois pour cause de "lutte contre la corruption et la mauvaise gestion".

Ces violences sont également celles qu'affrontent les jeunes, la grande majorité de la population qui, pour cause d'échec scolaire, sont pris en étau entre un chômage endémique (un jeune sur deux en est victime) et un trabendo (marché noir) illusoire, un échec scolaire qui fait que plus de trois cent mille adolescents sont chaque année exclus de l'école et déversés dans les rues par un système éducatif peu performant, dont seuls 20% des candidats au baccalauréat obtiennent leur diplôme.

Ces violences sont aussi celles qui frappent "en prime" les femmes algériennes, ces mères courage, pour cause de statut inique et de Code de la famille qui font d'elles des "mineures à perpétuité", incapables de gérer leur vie sans l'aide d'un tuteur masculin, et sous la hantise permanente d'une répudiation unilatérale, avec leurs nombreux enfants, dont elles ont toujours la garde.

Toutes ces violences s'entremêlent et sont aggravées, au quotidien, par la mal-vie. L'exiguïté des logements (où s'entassent quinze à vingt personnes), les bidonvilles, le rationnement de l'eau (et sa corvée quotidienne de remplissage des jerricans), l'absence de soins, la délinquance et la mendicité en sont les signes les plus évidents en ville. Un

lopin de terre aride et desséchée, ne pouvant faire vivre toute la famille, la malnutrition, le sentiment d'abandon par l'Etat et l'exode accéléré vers des villes incapables d'accueillir cette population, en sont les symptômes à la campagne.

Malgré cela, la population algérienne résiste avec un courage exceptionnel. Cela justifie probablement toute cette flambée de violences et la rage de leurs auteurs. Mais cela explique aussi pourquoi cette tragédie se déroule presque à huis clos, comme pour interdire à la mémoire d'en fixer les images, les récits, les témoignages, les dates, les lieux et les protagonistes, des traces qui pourraient bien être gênantes à l'avenir.

Le silence "assourdissant" qui précède, accompagne, suit les massacres collectifs — malgré les cris des victimes et des survivants —, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, participe tout autant de ce viol de la mémoire et des consciences. Même lorsque des bribes d'informations parviennent à briser le mur de l'horreur, il est difficile d'en saisir toute la réalité, tant la désinformation et la manipulation sont à l'oeuvre. Méfiance, doute, autocensure, propagande se chargent alors de réduire cette information à sa plus simple expression, et la confinent parfois dans les contrevérités et le mensonge. Un mensonge, faut-il le rappeler, qui commença en pleine guerre de libération nationale lorsqu'*El Moudjahid*, l'ancêtre du quotidien gouvernemental actuel, annonça, en 1957, sous la plume de son directeur d'alors, la mort au combat du héros Abane Ramdane. Le monde apprit avec stupeur, quelques mois après, que celui-ci avait été assassiné, au Maroc, par strangulation, par certains de ses "frères de combat". Une manipulation se poursuit aujourd'hui, par "philosophes en mal de reconnaissance" interposés, et sous d'autres formes, par le refus de poser les questions qui dérangent, de crainte que les réponses le soient tout autant.

Que dire également de la violence qui transpire de tous ces truquages électoraux à grande échelle, dont on pensait qu'ils étaient l'apanage du colonialisme (en 1947 notamment) et qui fondent avec certitude les résultats de scrutins à répétition sans grand suspens? Ce sont là des pratiques qui expliquent la pérennité de cette culture de l'oubli érigée en système depuis de longues années (les manuels scolaires sont édifiants sur ce sujet), semant la confusion sur le passé, le présent et même le futur de la société algérienne et la frappant d'une sorte de maladie d'Alzheimer collective, où chacun perd ses repères, ses références, et a de plus en plus de mal à communiquer avec l'Autre, avec son voisin, pour ne pas dire avec sa propre famille.

Ainsi, au-delà de la mort, omniprésente et cruelle, la violence-caméléon c'est aussi celle, plus insidieuse, de l'insécurité alimentaire, de l'indigence, de la pauvreté, tout autant que celle de la honte du dénuement, de la déchéance, de la détresse, du sentiment d'abandon et d'une vie qui n'a plus

aucun sens. Quel malheur, en effet, que de ne plus savoir d'où on vient, ce qu'on est aujourd'hui et où on sera demain!

Le couvercle de la marmite

Il est évident que la violence terroriste se nourrit avec délectation de cette multitude de violences dont elle est issue. Cependant, et de façon apparemment contradictoire, sa mission semble consister à se cacher, voire à nier, cette réalité multiple et cette filiation. Pour cela la violence extrême tente, désespérément, de maintenir fermé le couvercle de cette "marmite géante" qu'est l'Algérie. En ébullition depuis de nombreuses années, cette marmite, avait su faire entendre son sifflement en octobre 1988. On sait ce qui lui en coûta.

Face à cette révolte qui couve depuis de nombreuses années, comment les hommes de pouvoir, réels ou potentiels, actuels ou futurs, pourraient-ils conserver leur prééminence, et la population continuer à subir la "dictature du couvercle" et les violences qui s'y rattachent, — non sans résister —, si ce n'est par le recours systématique à cette violence extrême qui assassine, viole, mutile, réprime et rend folles des générations entières?

Un tel fléau empêche, à l'évidence, de réfléchir sur la condition des uns et des autres, de poser les questions essentielles, d'aborder les vrais débats et d'apporter les solutions pacifiques, progressives et durables aux maux de la société. Tel est bien le noeud du problème.

Les protagonistes actuels de la violence extrême contre les civils se retrouvent ainsi en accord sur un point: la crainte viscérale de l'émergence d'un système démocratique en Algérie, capable de mettre un terme à ces violences par une gestion pacifique et démocratique de tous les conflits, sous le contrôle permanent d'une société civile enfin libérée. D'où toutes les tentatives régulières de négociations plus ou moins opaques entre ces protagonistes, menées à la "barbe", si je puis dire, des forces pacifiques et démocratiques et de la société civile.

Toutes ces violences sont le signe d'une Algérie écartelée entre d'une part les convulsions d'une société gangrenée par le vol, la corruption, l'autoritarisme et la misère, et d'autre part l'enfantement, aux forceps, d'une Algérie nouvelle avide de s'ouvrir, sans complexe, à la modernité tout en puisant dans les racines les plus profondes de son histoire et de sa culture. La violence extrême, en ces temps particulièrement sombres, est ainsi l'arme ultime de tous ceux qui savent le pouvoir inaccessible, si ce n'est par la force et la confiscation des libertés individuelles et collectives. Pour les uns, la violence est devenue un système de gouvernement, pour les

autres, un mode privilégié d'accès au pouvoir. Dans les deux cas, la population reste étrangement absente.

On comprend mieux, dès lors, qu'à la question des modalités de la disparition de la violence, et en priorité de la violence terroriste, on préfère répondre par la question de sa gestion et de sa régulation au gré des échéances politiques et économiques, et de leur influence sur l'état de la "marmite".

L'accès aux richesses et leur partage

Depuis plus de trente ans, le baromètre de ces échéances a pour nom le pétrole. Cette matière première est la source d'un véritable racket organisé par une minorité— sous couvert de parti unique, de secteur public et de monopole sur le commerce extérieur, et plus récemment de libéralisation sauvage, au prix de sacrifices inhumains supportés par la majorité écrasante, pour ne pas dire écrasée, de la population.

Cette manne, objet de toutes les convoitises et donc de toutes les violences, est aujourd'hui mise sous haute protection. Les champs pétrolifères et gaziers, les zones de transport et de raffinage, sont désormais classés sites inaccessibles sans laissez-passer. Quoi de plus naturel pour des installations stratégiques de cette envergure, qui pourraient assurer le pain quotidien et le bien-être de tous les Algériens? Rien, sauf qu'en agissant ainsi on protège la seconde richesse du pays, je dis bien la seconde, alors même qu'on n'arrive pas à garantir la sécurité physique, matérielle et morale de la première richesse: les hommes et les femmes, citoyens de ce pays. Ce faisant, on développe, en termes de sécurité, une Algérie à deux vitesses: une Algérie utile (pour qui?), objet de toutes les sollicitudes internationales, peu sensible aux graves événements qui secouent le reste du pays, en prise directe avec un marché international des hydrocarbures dont les irrptions violentes, comme en 1986, peuvent s'avérer catastrophiques pour la population; une Algérie populaire en voie d'extermination et dont le destin se façonne, à son insu et par la terreur, à coups de couteaux, de haches et de kalashnikovs.

L'or noir, ainsi exporté, sert alors à financer les importations de produits de consommation et de luxe au détriment des équipements industriels et des produits agricoles de base. Il sert les intérêts d'une cohorte de spéculateurs en tous genres, qui s'agitent avec frénésie, dans le pays et en dehors, tels des rapaces, pour profiter au maximum de l'économie de guerre. Résultat: les secteurs productifs périclitent, l'investissement recule et le chômage continue de croître (il touche déjà sans doute près de 30 % de la population active) attisé par les licenciements massifs qui touchent l'ensemble du

secteur public national. Plus grave encore, de nouvelles convoitises se font jour autour de la question de la privatisation des entreprises publiques et des terres (dont les plus riches sont situées dans le tristement célèbre triangle de la mort, en pleine Mitidja). Est-ce un hasard?

Protéger durablement et efficacement les populations

C'est dire que l'objectif d'une Algérie débarrassée de cette violence extrême est prioritaire et urgent. Encore faut-il que l'on se donne les moyens et les règles appropriés pour rompre avec la gestion passée et sortir le pays de la crise multiforme qui le secoue depuis de longues années. Cela suppose, notamment, des mesures concrètes pour le retour de la paix civile et la libération du champ politique et médiatique.

En effet, si la misère économique et sociale engendre des violences insupportables, il n'en demeure pas moins que ce qui est inacceptable aux yeux des Algériens, c'est la brutalité et la cruauté de cette guerre qui leur est faite depuis plus de six ans. Un affrontement fratricide qui aura visé deux objectifs essentiels: celui de masquer l'étendue des violences engendrées par l'économie de prébendes et celui de faire basculer massivement la population dans un conflit opposant "des groupes islamistes armés" de moins en moins identifiables à un pouvoir autoritaire, en ciblant tout particulièrement la jeunesse, dont une composante (militants de tous bords, policiers, militaires, ou simples citoyens et citoyennes) constitue le lot principal des victimes innocentes et une autre partie les exécuteurs zélés de cette sale besogne.

Il s'agit d'un conflit qui n'a guère suscité, jusque-là, de réactions concrètes de la communauté internationale (hormis quelques visites "guidées"), dont certains membres continuent de ne voir dans l'Algérie qu'un partenaire commercial aux contrats juteux, pour ne pas dire un simple gisement d'hydrocarbures. Cela peut-il encore justifier la mise en quarantaine de tout un peuple et son embargo moral?

Face à cette adversité, les Algériens, admirables de lucidité, auront cependant et en permanence refusé de céder à la panique et à toutes les sirènes de la confrontation généralisée. En refusant de choisir entre les protagonistes de l'affrontement, ils affirment leur croyance en la paix. Ils considèrent qu'elle est possible. Ils estiment qu'elle est nécessaire, car elle demeure le seul moyen d'obtenir le retour à un Etat de droit, à même de préserver l'intégrité physique et morale des vies humaines, de protéger les biens publics et privés, de situer les auteurs de troubles, de mettre un terme aux actes de violence des groupes armés, et de châtier avec toute la rigueur de la loi tous les banditismes qui prolifèrent et se nourrissent de la

confusion actuelle. C'est pourquoi ces mêmes Algériens ne supportent plus d'être "jugés et gérés" au prisme déformant de "leurs terroristes ou de leur pouvoir". Ce faisant ils confirment avec fermeté leur exigence d'une double rupture, en substituant la paix à la guerre et l'Etat de droit à toute forme d'Etat autoritaire. Pour cela, il faut, au-delà de scrutins formels et contestés, lever de façon urgente toutes les restrictions aux libertés publiques et s'engager dans un processus de dialogue national transparent, franc et ouvert à toutes les bonnes volontés soucieuses de mettre fin, par une gestion démocratique du conflit, à cet engrenage de la terreur.

Un telle démarche, non violente, est seule porteuse d'espoir. Elle garantirait à la population une issue rapide et définitive à la guerre. Elle créerait les conditions d'une réduction progressive des autres formes de violences, une façon pour les Algériens, dans leur unité et leur diversité, de retrouver, pas à pas, la véritable modernité sans renier leur histoire ou leur culture.

Pour toutes ces raisons, la paix et la démocratie représentent bien, aujourd'hui, un besoin vital, le premier des besoins pour chaque Algérien. Mais pour que l'arrêt des violences s'impose, il faut qu'entre Algériens, des mains se tendent, que des dialogues se nouent, que la volonté d'apaisement et de rassemblement l'emporte sur celle de la division et de la confrontation, que la raison du plus grand nombre neutralise la folie et la haine de quelques-uns.

C'est là une lourde tâche qui interpelle d'abord les Algériens, et en premier lieu le pouvoir et l'opposition politique, mais aussi la communauté internationale, et que chacun se doit d'accomplir, selon ses moyens et par des mesures concrètes, comme un devoir "d'assistance à peuple en danger", sous la pression et le contrôle d'une société civile meurtrie dans sa chair et lasse d'un affrontement dont la victime, en dernier ressort, est toujours l'Algérie: un processus pacifique que toutes les bonnes volontés se doivent de soutenir au plus vite.

Smaïl Goumeziane est ancien ministre algérien du Commerce (1989-1991). Docteur ès Sciences économiques et universitaire, il est l'auteur du *Mal algérien, économie politique d'une transition inachevée*, éditions Fayard, Paris 1994, et du *Virus de la pauvreté, essai sur la tiers-mondialisation des pays du Sud et de l'Est*, éditions Corlet, Paris 1998.